

Macron défend à Strasbourg l'avantage fiscal en faveur de l'investissement

Le ministre de l'Economie Emmanuel Macron a défendu une mesure exceptionnelle en faveur de l'investissement productif privé, en visitant aujourd'hui une entreprise d'équipements automobiles à Strasbourg.



Emmanuel Macron en visite à l'usine Punch Powerglide. Photo DNA - Cédric Joubert

«L'avenir industriel se construit par l'investissement et par l'emploi», a plaidé M. Macron dans l'usine de boîtes de vitesses automatiques Punch Powerglide, ancien site de General Motors (GM) repris en 2013 par la société belge Punch Metals International.

Punch, qui avait alors investi 160 millions d'euros pour la fabrication de boîtes huit vitesses destinées au géant allemand ZF, à un rythme annuel de 200.000 pièces, a annoncé lundi un nouvel investissement de 60 millions d'euros pour doubler cette capacité.

Pour M. Macron, cette entreprise représente «un très bon cas de réindustrialisation et de redémarrage industriel», alors que cet investissement va se traduire selon l'entreprise par 200 emplois supplémentaires, portant le total des effectifs à 1.350 personnes à l'horizon 2016.

L'investissement consenti par Punch sera éligible à une mesure annoncée ce mois-ci, visant à encourager l'investissement productif privé des entreprises en leur permettant d'augmenter leur amortissement de 40%.

Les entreprises pourront ainsi «suramortir» de 40% leurs investissements industriels réalisés entre le 15 avril 2015 et le 14 avril 2016.

«Ce dont notre économie a besoin, c'est que l'investissement redémarre. Il y a des mesures qui ont été prises sur le plan macroéconomique pour baisser le coût du travail, le CICE, le pacte de responsabilité (...) il faut maintenant que l'investissement privé reparte», a souligné M. Macron lundi.

Il a aussi noté que la totalité de la production de l'usine strasbourgeoise de Punch était exportée, signe selon lui que «quand on investit, quand on réorganise la production, le site France est un site productif».

La CGT de Punch Strasbourg a toutefois estimé que le site devait sa survie «à la lutte des salariés menée depuis des années et en particulier en 2012, lorsque que GM (...) avait décidé de se débarrasser de l'usine», et obtenu que l'entreprise américaine laisse dans les caisses «plus de 218 millions d'euros qui appartenaient aux travailleurs de GM».

Le syndicat, dont des représentants ont interpellé M. Macron lors de sa visite, a aussi remarqué que l'investissement s'est surtout fait via des prêts bancaires et dit craindre que l'endettement de la société se traduise au «détriment des salaires et des conditions de travail».